

ISO 50001 : une certification avec retour sur investissement

Nous abordons dans ExarisInfo 53 l'importance pour les entreprises, dans le contexte économique actuel, de réaliser leur **bilan énergétique**. Un tel bilan permet aux entreprises d'identifier des gisements d'économies d'énergie et ainsi de générer des gains financiers qui peuvent être non négligeables.

Alors qu'aujourd'hui une certaine défiance entoure les démarches de certification dans l'industrie agroalimentaire, d'abord perçues comme une contrainte (notamment **commerciale** pour des certifications telles qu'IFS et BRC, ou GMP+ pour l'alimentation animale), l'ISO 50001 « *Systèmes de management de l'énergie — Exigences et recommandations de mise en œuvre* » est sortie en novembre 2011 dans l'indifférence quasi générale du secteur agroalimentaire alors qu'à notre connaissance c'est la seule norme qui permette un **retour sur investissement** immédiat !

La norme ISO 50001 a comme ambition de fournir un outil méthodologique général pour la maîtrise des énergies au sens large et ainsi permettre aux entreprises d'accroître leur efficacité énergétique, de réduire les coûts et d'améliorer la performance énergétique, en bref d'améliorer leur compétitivité. L'objectif de cette norme internationale est également de contribuer à une échelle internationale à la réduction des émissions de Gaz à Effets de Serre (GES) et à une meilleure gestion des ressources énergétiques de notre planète, c'est pourquoi des **dispositifs incitatifs nationaux** ont été mis en place pour les entreprises qui s'engagent dans une démarche de certification ISO 50001, comme des économies d'impôts pour les entreprises certifiées en Allemagne ou une meilleure valorisation des Certificats d'Economie d'Energie (CEE) en France.

1. ISO 50001, Système de Management de l'Energie (SMÉ)

Cette norme centrée sur la planification énergétique s'appuie sur les principes classiques du Plan Do Check Act qui lui permet de s'intégrer très facilement à des Systèmes de Management déjà existant comme le montre le schéma ci-contre.

La structure de cette norme est donc assez classique même si plutôt proche de la norme ISO 14001 que de la norme ISO 9001 ou ISO 22000. On y retrouve des exigences associées à :

1. La Politique énergétique
2. La Planification énergétique
3. La Mise en œuvre et le fonctionnement (formation, communication, amélioration, maîtrise opérationnelle, conception, maîtrise des achats d'énergies et de services énergétiques, de produits et d'équipements)
4. La Surveillance mesure et analyse
5. La Revue de management

De manière très concrète, cette norme contribue notamment à :

- mettre les services techniques au cœur du dispositif de maîtrise énergétique, en effet la **maîtrise des consommations** d'énergie associée aux utilités tels que la production d'air comprimé ou de vapeur sont **des activités très énergivores** sur lesquelles des économies d'énergie sont réalisables. Cette maîtrise passe par une nécessaire phase d'instrumentation, puis de **mesure** et ensuite d'optimisation et de réduction des consommations,
- **impliquer** le plus en amont possible les **travaux neufs** et les **achats d'équipements** en intégrant de manière structurée les consommations énergétiques dans les critères d'achats et/ou de conception de nouveaux équipements,
- définir et **optimiser** la **politique d'achats des énergies** par la définition de contrats d'achats adaptés notamment le maintien de contrats à des tarifs de vente réglementés ou à prix de marché,
- identifier, **maîtriser et optimiser les activités de process** les plus énergivores, actions qui peuvent conduire à revoir des organisations et/ou des ordonnancements de production afin de profiter des **tarifs modulables de l'électricité** en fonction de la période de la journée (heure creuse / heure pleine) et/ou de la période de l'année (été / hiver). Tout comme pour la maîtrise des consommations énergétiques des utilités, une phase d'instrumentation, puis de mesure et ensuite d'optimisation et de réduction des consommations pourront être menée conjointement entre les services techniques et de production. Une mesure et un travail de diminution des talons de référence (consommations énergétiques résiduelles lorsque les outils de production sont à l'arrêt) est un exercice intéressant qui contribue à optimiser les consommations énergétiques et à diminuer les gaspillages...

Cette norme permet réellement et très concrètement de mettre en place une organisation pérenne centrée sur la revue énergétique : analyse des consommations énergétiques d'un site ou d'une activité et pour les plus significatives, la mise en place de mesures de réduction ou de stabilisation des consommations énergétiques, ce qui dans le contexte actuel est un atout non négligeable pour le maintien de la rentabilité d'une activité industrielle.

Exaris et vous

Les formations du mois :

- **Intégrer la Conception Hygiénique** dans vos développements et achats avec l'**outil clef-en-main H-DAT®***
- **Assimilez les principes Lean** pour une **application pratique** dans les IAA
- **Optimisez votre approche HACCP** en cohérence avec **ISO22000**
- **Construire un système de Food Defense** avec l'**outil PFD®**

>> [Cliquez ici](#)

Découvrez



Diagnostic de conformité réglementaire

>> [Cliquez ici](#)

Contactez-nous : exaris@exaris.fr

* Hygienic Design Assessment Tool

2. Un dispositif incitatif : les Certificats d'Economie d'Énergie

Outre la mise en place d'un Système de Management de l'Énergie par les entreprises elles-mêmes, il existe au niveau national des dispositifs réglementaires incitatifs qui contribuent également à réaliser des économies d'énergie : les Certificats d'Économie d'Énergie. Ce dispositif, bien qu'assez peu connu dans le secteur agroalimentaire, est assez ancien puisqu'il a été instauré en 2005 par la loi de Programmation fixant les Orientations de la Politique Énergétique de la France (loi Pope). Cette loi oblige les fournisseurs d'énergie, les **obligés**, à inciter et à accompagner les clients dans leurs travaux de réalisation d'économies d'énergie.

Très concrètement, si l'action d'économie d'énergie que vous souhaitez mettre en place est éligible (une liste des actions éligibles est disponible sur le [site du Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie](http://www.mec.gov.fr)), vous contractualisez avec un fournisseur d'énergie qui une fois les travaux réalisés vous versera une somme corrélée à la quantité d'énergie qui aura été économisée grâce aux opérations d'économies d'énergie mises en place (unité de mesure : **kWh d'énergie finale cumac**).

Par exemple, l'installation d'un système de variation électronique de vitesse sur un moteur asynchrone d'une puissance de 500kw destiné à une activité de pompage vous permettrait d'acquérir un CEE de 8 500 000 kWh cumac (fiche IND-UT-02); au cours moyen observé en mai 2013 de 0,00365 €/kWh cumac (source www.emmy.fr) ce CEE pourrait vous être « acheté » par un obligé au montant de 31025 €.

Quant à la relation entre ISO50001 et les CEE elle est simple : la mise en place d'une démarche ISO 50001 et l'obtention de la certification ISO50001 **multiplient respectivement par 1,5 et 2** la valeur des CEE. Soit dans l'exemple précédent un gain financier potentiel de 62 050 € sur votre projet si vous êtes certifié.

3. ISO 50001, un pas supplémentaire vers un SMI

Au-delà des retours sur investissement immédiats que permettent différents dispositifs nationaux, la norme ISO 50001 permet aux entreprises de faire un pas de plus dans la mise en place d'un Système de Management Intégré (SMI), centré aujourd'hui sur la maîtrise de la Qualité produits, de la Sécurité Sanitaire produits, de la Santé Sécurité au Travail et de l'Environnement. Si personne n'a attendu la norme ISO50001 pour travailler à l'optimisation des coûts énergétiques, cette norme lui offre un cadre de pilotage cohérent avec le système de management déjà en place.

L'intégration de cette problématique dans le Système de Management Global (« intégré ») doit permettre aux entreprises d'optimiser leur organisation, de faire marcher à plein les synergies existantes entre ces différentes thématiques et donc de permettre la rationalisation et l'optimisation des organisations. L'un des enjeux fondamentaux de l'intégration étant, par le découplage des activités de l'entreprise, le **pilotage équilibré** d'intérêts parfois (souvent ?) contradictoires (on évitera ainsi, par exemple, que les économies d'échelle obtenues par la rationalisation du « mix énergétique » se fassent au détriment de l'efficacité d'une activité de nettoyage-désinfection...).

En bref la norme ISO50001 se révèle être un outil supplémentaire, pragmatique et financièrement intéressant, dans la course au développement durable.

Conclusion

L'efficacité énergétique est un enjeu majeur pour les entreprises et la norme ISO 50001 fournit un cadre organisationnel, méthodologique et technique qui permet de répondre à cette problématique. Les dispositifs incitatifs tels que les Certificats d'économie d'énergie (CEE) permettent aux entreprises d'avoir une politique énergétique plus ambitieuse puisque partiellement financée. Dans le cadre de ce dispositif la certification ISO 50001 permet d'accélérer encore les actions de réductions de consommations énergétiques puisqu'elle augmente la valeur des CEE. Mais il serait dommage de réduire la démarche à son intérêt financier immédiat et fortement contextuel sans y voir également la possibilité de renforcer et de valoriser la capacité de l'entreprise à se développer durablement...

Exaris peut vous accompagner dans **la mise en place de votre Système de Management de l'Énergie (SMÉ)** et dans l'optimisation de vos **consommations énergétiques** ... Notre équipe est à votre écoute

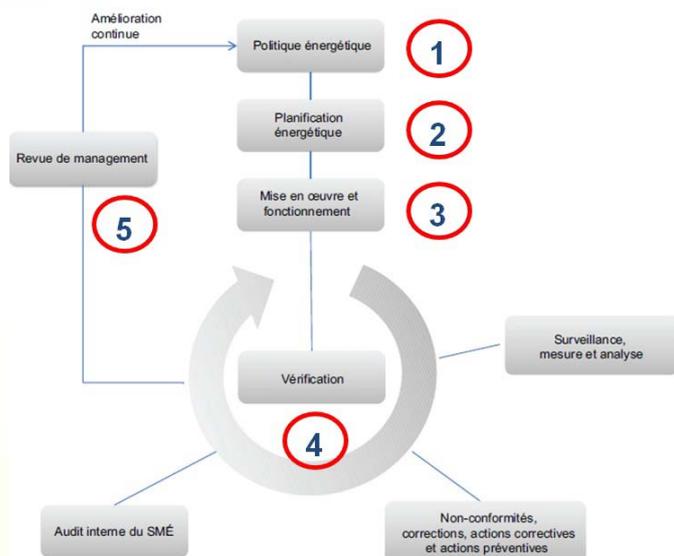
Contactez-nous pour avancer ensemble !

Retrouvez-nous sur www.exaris.fr

olivier.dagoreau@exaris.fr



antoine.saily@exaris.fr



Modèle de Système de Management de l'énergie selon ISO50001